

Battons le fer quand il est chaud !

Par François Baillargeon

À la mi-juillet, une mauvaise nouvelle est venue troubler le cours de nos activités. Nous avons appris qu'une majorité de cégeps s'apprêtait à hausser les frais imposés aux étudiantes et aux étudiants. Cette décision des responsables du réseau collégial nous impose de suspendre notre travail et de nous atteler à une sérieuse réflexion.

Tout d'abord, cet événement nous rappelle l'impossibilité de déterminer nous-même intégralement le calendrier de nos luttes. Nous existons dans un rapport, comme contre-pouvoir. Si nos vis-à-vis dans ce rapport (de force) – les décideurs politiques, les bureaucrates scolaires – prennent des initiatives comme celle de cet été, nous ne pouvons simplement les ignorer. Au contraire, c'est l'occasion de reprendre conscience d'une des raisons d'être fondamentales du syndicalisme étudiant de combat, soit celle de répondre systématiquement aux attaques faites contre le droit à l'éducation. Si l'on espère jouer un rôle politique le moins significatif, il faut surtout savoir répondre à ces attaques au moment où elles sont faites et agir avec suffisamment de rapidité, d'initiative et de vigueur pour les contrer, faute de quoi nous nous laisserons déborder par l'accumulation des attaques, des reculs et des défaites, qui deviendront ainsi des faits accomplis. « Battre le fer quand il est chaud », voilà une maxime spécialement appropriée aux tâches du mouvement étudiant.

Si le plan d'action adopté au congrès de mai dernier, n'ayant pu tenir compte de la nouvelle donne, proposait de canaliser nos énergies dans la lutte à la ZLÉA comme l'année dernière, il est aujourd'hui fort possible que nous ayons à en revoir l'orientation. Ramener nos priorités de lutte à des questions concrètes de financement et de frais ne veut pas dire que nous remettons en question notre participation à la lutte globale contre l'injustice sociale et l'impérialisme. La conjoncture ayant changé, nous nous devons seulement d'aborder les choses à un autre niveau, sous un autre angle.

Comment articuler les différents enjeux et les différentes dimensions de notre lutte globale

Si nous voulons mener une lutte conséquente et efficace contre le système social actuel et le puissant vent de droite qui l'anime, il nous faut l'envisager dans sa totalité, dans toutes ses ramifications.

Ces dernières années, les combats de dimension internationale et sur des enjeux globaux (qu'on réunit généralement sous le vocable « mondialisation »), ont souvent pris le devant de la scène. On s'est attaqué aux accords de libre-échange comme la ZLÉA, aux institutions internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI), aux forums tels le G8, le G20, l'OCDE, etc. L'ASSÉ participe activement de ce mouvement qui attire l'attention sur les rouages de l'ordre mondial et qui, par la mobilisation et la politisation de larges

pans de la population, cherche à lui barrer la route partout où ses plus grands responsables tentent de se réunir et de se concerter.

Il importe de continuer à dénoncer les foyers de la mondialisation capitaliste que sont les grandes institutions internationales et les grands rassemblements multilatéraux. Il faut de plus bel et sans relâche critiquer à la source leurs doctrines qui s'insinuent dans les politiques de tous les gouvernements de la planète. Néanmoins, nous perdrons du terrain si nous nous restreignons à frapper seulement les grandes figures de l'impérialisme. La bataille pour la justice sociale doit se mener sur plusieurs fronts à la fois. Il ne faut pas perdre de vue que les batailles politiques les plus déterminantes, c'est face aux différents États que nous les mènerons, à commencer par le nôtre. De fait, si les législations et les réformes d'à peu près tous les pays sont d'abord réfléchies à l'OCDE, à l'OMC ou au FMI, elles ne deviennent cependant réalité que dans la mesure où des gouvernements rassemblent une volonté politique suffisante pour tenir tête aux mouvements sociaux, à la contestation, et pour transformer les doctrines conservatrices et anti-sociales en programmes politiques appliqués. Ce n'est qu'à cette condition que s'engage une lutte de longue haleine où les dirigeants font avancer, pas à pas, des politiques conservatrices. On coupe dans les budgets de tel ministère, on restreint l'accès à tel service, on fragilise les réseaux publics pour préparer le terrain à de nouvelles réformes libérales, on brise la résistance, on pousse au compromis ; lentement mais sûrement, on gruge le filet de sécurité et de solidarité sociales. Au bout de quelques années de reculs sociaux accumulés, la situation est dramatique.

Le secteur de l'éducation au Québec correspond tout à fait à cette dynamique. Nous avons récemment dénoncé à juste titre les menaces de privatisation que font lourdement planer sur l'éducation les négociations d'accords de libre-échange comme la ZLÉA et l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services, négocié à l'OMC). On serait toutefois bien naïf et naïve de ne craindre que la menace d'une éventuelle ratification de traités qui consacraient la privatisation des collèges et des universités. Celle-ci ne pourra pas s'instaurer du jour au lendemain. Si l'éducation en venait à n'être qu'un marché exploité à des fins de profits privés comme n'importe quel autre, ce serait l'aboutissement d'un long travail de réforme et de *réingénierie* amorcé, sous l'autorité de l'État, bien avant la signature d'un quelconque accord de libéralisation. Les politiques de compressions budgétaires et les réformes appliquées depuis plus de dix ans mènent déjà à créer les conditions d'une éventuelle privatisation généralisée de l'éducation sous un régime de libre-échange. Les États canadiens et québécois travaillent systématiquement à encadrer le fonctionnement des institutions d'enseignement par des mécanismes de marché : concurrence entre les établissements, commercialisation de la recherche, marchandisation du savoir par l'instauration et la hausse de frais de toutes sortes, etc.

Pour faire barrage aux politiques néolibérales, nous devons nous assurer de les priver de toute marge de manœuvre là où elles trouvent concrètement leur application, c'est-à-dire le plus souvent localement, tout près de nous. Si nous perdons ces batailles-là, nous ne serons simplement plus en mesure de mener celles d'une envergure internationale ; on nous tiendra déjà trop à la gorge. Il faut dorénavant ne prendre à la

légère aucune attaque contre nos droits sociaux. Toutes les coupures sont des coupures de trop, toutes les hausses de frais sont intolérables.

La conjoncture actuelle : un nouveau gouvernement libéral

Le bras de fer qui pourrait bientôt s'engager avec le parti au pouvoir à Québec revêt une importance particulière qui dépasse largement l'enjeu immédiat de l'augmentation des frais. En tant que premier affrontement entre le mouvement étudiant et le gouvernement libéral, il déterminera dans une large mesure l'attitude à venir de ce dernier, la consistance de sa volonté politique à poursuivre plus avant son programme néolibéral en éducation. Dans cette perspective, même une victoire du gouvernement, mais obtenue au prix d'une dure et longue bataille, aurait sur lui un effet dissuasif. Au contraire, si le mouvement étudiant se montre d'emblée passif, son rapport de force face à l'État se trouvera dangereusement compromis et les libéraux se sentiront toute la liberté d'avancer avec des réformes et des politiques encore plus désastreuses pour l'éducation publique.

On peut aussi projeter cette réflexion à un niveau plus général. Le gouvernement libéral en est présentement à jeter les premières pierres de ses relations avec tous les mouvements sociaux, à préparer le terrain pour la mise en œuvre de ses politiques en général, à jauger sa marge de manœuvre face à la contestation. Il a déjà lancé plusieurs signaux annonçant clairement ses couleurs conservatrices et anti-sociales. L'aide sociale, l'aide juridique, l'universalité des garderies à 5\$, le droit à la syndicalisation, les tarifs d'électricité, autant de domaines qui ont déjà subi les attaques des libéraux. Leurs orientations budgétaires ont la même saveur d'austérité. Y figurent notamment un resserrement des dépenses de 1,5 milliard de dollar. Non content de maintenir le déficit zéro, les libéraux parlent aussi de dégager une marge de manœuvre pour réduire les impôts.

En éducation, le réseau collégial a subi des compressions budgétaires de l'ordre de 30 millions \$ selon la Fédération des cégeps (d'où la hausse des frais). Une commission parlementaire a été convoquée cet automne pour discuter du financement des universités et de la hausse des frais de scolarité. Rappelons que la seule chose qui nous sépare celle-ci, c'est une promesse électorale... D'ailleurs, l'écart se creuse de plus en plus entre le niveau des frais de scolarité au Québec et dans le reste du Canada et les pressions iront aussi grandissantes pour le combler au nom de la compétitivité des entreprises de la province. La Fédération des cégeps, pendant ce temps, a plaidé en faveur de l'instauration de frais de scolarité au collégial. Bref, il est évident que le gouvernement libéral a ouvert avec beaucoup de détermination un large front de lutte sociale par lequel il entend faire avancer les intérêts du patronat. S'il ne trouve personne sur son chemin pour lui faire barrage, les dégâts seront lourds.

Aujourd'hui, pour l'ASSÉ et le mouvement étudiant québécois, cela signifie qu'il faut déployer toutes les énergies nécessaires afin d'empêcher le projet de hausse de frais au cégep concocté par les administrations des collèges et provoqué par le récent budget libéral. Si nous n'assumons pas cette tâche, personne d'autre ne le fera. Cet objectif doit

surtout nous servir de point d'appui pour réitérer des revendications beaucoup plus fondamentales, comme la gratuité scolaire, et pour donner l'impulsion à une résistance populaire généralisée. Historiquement, le mouvement étudiant a déjà fait la démonstration d'un pouvoir d'initiative pouvant déclencher de larges mouvements de contestation. C'est bien ce dont la situation actuelle a besoin.